

DOMINIQUE GUILLAUD

INTRODUCTION

**OCÉANISMES**

Des représentations occidentales aux reconstructions  
identitaires et territoriales actuelles du monde austronésien

**L**A GRANDE DIVERSITÉ des îles océaniques découle d'abord du milieu physique, mais elle est, plus remarquablement encore, culturelle. Elle semble tout autant relever de particularismes élaborés au fil du temps par des populations installées dans des environnements très différents, que d'apports migratoires distincts. Toutes les vagues de peuplement arrivées en Océanie, en effet, proviennent d'un même lointain foyer de départ asiatique, révélé par leur rattachement à l'immense arbre phylétique des langues austronésiennes (Tryon, 1998). Quoique l'on sache peu de choses de ces premières sociétés humaines établies dans le Pacifique, et que l'on tende, hâtivement sans doute, à les assimiler à celles que les Européens ont trouvées au moment de leur arrivée, il semble que l'identité des groupes humains se soit façonnée à chaque fois de façon unique lors de leur rencontre avec une terre, d'autres groupes, ou des événements particuliers. La différenciation linguistique, culturelle et technique opérée au fil de la route des migrants et de leurs recompositions sociales aboutit ainsi, et ceci surtout en Mélanésie, à des contrastes spectaculaires entre groupes voisins.

Cette diversité exemplaire du monde austronésien caractérise, outre l'Océanie, l'archipel indonésien qui lui est associé dans le présent ouvrage, et qui relève lui aussi pour une bonne part d'apports austronésiens. D'ouest en est, de l'Asie aux confins de l'Océanie, cette succession d'archipels couvre une étendue considérable que les déformations des projections géographiques du globe permettent mal d'évaluer : il y a de l'extrémité nord de Sumatra à l'île de Pâques une distance au moins égale à celle qui sépare l'Espagne du Japon, ce qui donne une idée de l'ampleur de l'expansion austronésienne originelle, et éclaire intuitivement sa diversité. Les distances parcourues par les migrants depuis 5 000 ans font de leur famille linguistique, même si les effectifs de population qu'elle concerne sont mesurés, celle qui couvre la plus grande étendue sur notre planète.

Les migrations et l'affiliation linguistique des Austronésiens expriment ainsi originellement une certaine cohérence, qui n'apparaît plus aussi clairement lorsqu'on associe, aujourd'hui, les archipels de l'Indonésie à ceux de l'Océanie, et *a fortiori* les précédents à l'Australie dont la nature « océanienne » est parfois discutée, et qui n'a pas de lien avec l'ensemble culturel austronésien. Dans l'idée première qu'on s'en fait, tous ces mondes présentent en effet de nombreuses dissemblances au plan des milieux, de la démographie, des productions et des systèmes politiques, pour ne mentionner que quelques-uns des facteurs qui paraissent les opposer. Mais d'un côté, une diversité toute aussi grande caractérise l'Océanie elle-même, artifice des « découvreurs » européens, écartelée depuis lors entre les ensembles eux-mêmes contrastés que sont la Micronésie, la Mélanésie et la Polynésie. Et d'un autre côté, cet immense patchwork de terres et de peuples, de l'ensemble indonésien aux derniers atolls de Polynésie, a l'avantage d'offrir, souvent exagéré par le caractère circonscrit des îles, un terrain d'une extrême richesse pour observer les changements des territoires et des cultures insulaires au tournant des deuxième et troisième millénaires.

### La naissance d'un « océanisme »

Même si l'archéologie et l'anthropologie n'apportent à ce sujet que des informations lacunaires, les transformations de l'univers insulaire furent certainement considérables durant toute la période préeuropéenne. Néanmoins, les premiers et les plus considérables des changements de l'époque « moderne » furent provoqués par le contact avec les Occidentaux : l'Indonésie, tôt abordée par les navires de toutes les nations européennes, qui prenaient alors le relais ou se juxtaposaient aux très anciens réseaux marchands asiatiques ou moyen-orientaux, basculait au XVII<sup>e</sup> siècle dans l'aire d'influence des Néerlandais. L'Océanie, plus discrète en termes d'espace et plus tardivement reconnue, devint rapidement, au XIX<sup>e</sup> siècle, une lice où s'affrontaient intérêts anglais et français principalement. Toutes ces îles convoitées pour leurs productions, leurs ressources naturelles ou humaines ou tout simplement pour l'intérêt géostratégique qu'elles représentaient, connurent des destins coloniaux différents, aux répercussions particulièrement importantes aujourd'hui. La Nouvelle-Zélande et la Nouvelle-Calédonie, auxquelles il faut associer leur immense voisin et modèle australien, furent érigées en colonies de peuplement. Leurs gouvernements pratiquaient une politique d'immigration favorisant la venue de colons essentiellement européens, ce forcément au détriment des populations autochtones, qui allaient se trouver dépossédées brutalement de leurs terres. À une telle politique, qui visait à terme à la formation de véritables « néo-Europes », s'opposait le sort différent réservé aux autres terres de la région. L'Indonésie, livrée aux appétits marchands de la VOC<sup>1</sup> puis des Pays-Bas, fut

1. *Vereenigde Oostindische Compagnie*, Compagnie réunie des Indes Orientales.

soumise à une économie de ponction, tandis qu'une bonne partie des îles du Pacifique, lorsque leur population n'avait pas été complètement décimée par le contact avec les premiers Européens, servirent de réservoirs de main-d'œuvre pour les pratiques de *blackbirding*, au profit des plantations d'Australie et de Fiji principalement. Les mouvements de population furent alors intenses et complexes, et la colonisation eut un impact démographique et social d'autant plus fort que les effectifs humains originels étaient réduits. En témoigne aujourd'hui l'exemple de Fiji, où les effectifs de la population indienne, que les colons britanniques avaient fait venir comme main-d'œuvre pour la culture de la canne à sucre, excèdent ceux de la population mélanésienne autochtone, pour sa part détentrice de 4/5<sup>e</sup> des terres et, désormais, du pouvoir politique. Tous ces destins particuliers évoquent autant de façons d'être des « victimes de l'histoire » : le cas le plus extrême en est la Nouvelle-Calédonie, où cette expression désigne, à la fois, les populations autochtones dépossédées de leurs terres, les travailleurs sous contrat et les prisonniers de la transportation, autrement dit tous ceux qui n'étaient pas auteurs directs, immédiats ou volontaires de la colonisation.

La mainmise des Européens généra ses clivages. Quels que fussent l'idéologie ou l'intérêt au nom desquels les puissances occidentales bousculèrent tous ces archipels, leur stratégie fut toujours de fédérer pour mieux gouverner. Un instrument majeur de cette unification jugée nécessaire fut souvent la langue, utilisée pour transcender les cloisonnements liés à la différenciation sans pareille du groupe austronésien. En Indonésie, le *babasa indonesia*, imposé par la scolarisation durant la période coloniale, est aujourd'hui employé comme langue officielle par près de deux cents millions de locuteurs de langues diverses ; de même, divers *bichelamar*, comme d'autres pidgin forgés pour les besoins du commerce pré-colonial, furent encouragés par les colonisateurs comme *lingua franca* dans une vaste aire qui allait de la Papouasie au Vanuatu. Ce furent aussi les langues européennes (anglais et français<sup>2</sup>) qui furent imposées aux populations et qui, comme toutes les langues, générèrent leur propre système de représentations et de valeurs, venant se juxtaposer ou se superposer aux systèmes locaux. À cet égard, le cas du Vanuatu est particulièrement intéressant. Colonisateurs anglais et français se partageant l'archipel en un condominium mirent en place non seulement deux modes de scolarisation, et donc deux langues, hérités des concurrences missionnaires anglicane et catholique, mais aussi deux administrations parallèles et rivales : l'indépendance, en 1980, érigeant, outre les deux langues coloniales, le *bichelamar* en langue nationale, a néanmoins maintenu certains de ces clivages, qui scandent jusqu'à nos jours la vie politique de l'archipel.

2. L'espagnol n'est langue officielle qu'à l'île de Pâques. Partout ailleurs en Océanie, c'est soit l'anglais, soit plus marginalement le français, soit l'une de ces deux langues associée à une langue locale, qui sont des langues officielles.

Cette volonté d'hégémonie occidentale s'appuyait généralement sur la mise en place d'une administration contrôlée de façon ultime par les lointaines métropoles d'Occident, et qui agissait ainsi pour le compte d'intérêts largement étrangers aux archipels eux-mêmes. Les bouleversements que les Européens et leurs activités provoquèrent dans les sociétés locales, leurs économies et leurs environnements, furent d'autant plus considérables que ces trois éléments fonctionnaient en étroite symbiose : en Nouvelle-Calédonie ainsi, les déplacements de groupes humains et la dépopulation ne permirent plus la perpétuation des grands travaux horticoles qui étaient à la base de la société, tandis que l'introduction de nouvelles plantes et celle du bétail venaient définitivement perturber l'écologie et l'agencement des terroirs. Même si les autochtones ne sont pas toujours restés passifs ou impuissants<sup>3</sup>, les conséquences de ces longs épisodes qui virent la région, tout comme une grande partie du monde tropical, soumise aux puissances occidentales, y furent sans doute plus lourdes qu'ailleurs<sup>4</sup>, eu égard à la fragilité écologique reconnue des îles<sup>5</sup>, à la taille souvent réduite des groupements humains, à leur vulnérabilité sanitaire<sup>6</sup>. Pour autant, le constat de dégradation ou d'anéantissement que pouvaient inspirer des environnements bouleversés ou des populations décimées ne saurait être transposé tel quel aux cultures, qui en l'occurrence peuvent être considérées comme un système de représentation, d'interprétation, et d'adaptation des sociétés à l'environnement au sens large<sup>7</sup>. Dans ce sens, les cultures de l'Océanie ne pouvaient que s'ajuster constamment aux contextes bouleversés que générait la colonisation, et ont d'ailleurs fait montre en la matière d'aptitudes déjà éprouvées par le passé, lors des différents

3. Les réactions locales ont pu être extrêmes, comme en Nouvelle-Calédonie, où eurent lieu aux XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècles plusieurs révoltes des Kanak provoquées par la spoliation de leurs terres, et durement réprimées ; ou encore en Indonésie, où les guerres anti-coloniales furent nombreuses : guerres de Java et d'Aceh au début et à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, multiples oppositions dans le reste de l'archipel au début du XX<sup>e</sup> ; dans le même pays, les mouvements islamistes devinrent très tôt les vecteurs d'une rébellion contre le pouvoir colonial. En Nouvelle-Zélande, le traité de Waitangi (1840) ne fut qu'un simulacre de reconnaissance des droits autochtones ; il n'empêcha pas les violents affrontements entre Maori et Britanniques dans les décennies qui l'ont suivi (cf. Rice 1995).
4. La comparaison la plus pertinente est peut-être à mener avec l'Amérique Latine où la population autochtone a payé un lourd tribut démographique à une colonisation plus précoce, mais qui relevait de mécanismes et de motivations différents.
5. Cf. le fameux « syndrome insulaire » qui frappe les écosystèmes des îles, aisément balayés par des perturbations extérieures, bien plus durement que dans les aires continentales.
6. La population de bien des archipels a été complètement balayée par les multiples maladies introduites par les Européens. On sait qu'aux Marquises, par exemple, la population est passée de près de 5 000 habitants en 1886 à peine plus de 2 200 en 1924 (Rallu 1992 : 177), c'est-à-dire qu'elle a diminué de moitié en l'espace de deux générations ; d'autres archipels ont pu être tout autant affectés voire davantage, sans qu'on en garde la trace.
7. Ceci est une définition, parmi plusieurs autres possibles, de la culture, et qui relève d'une perspective d'écologie culturelle ; nous renvoyons à tout le corpus de littérature concernant ces sujets.

épisodes préeuropéens de peuplement de la région : les cultures locales s'adaptèrent tant bien que mal, mettant à profit leur souplesse exceptionnelle héritée d'une longue tradition de migration.

Alors que les archipels, à l'occasion du Contact, s'engageaient dans des mutations inéluctables, les Européens qui avaient à leur tour « découvert » ces îles et ces cultures si diverses s'efforçaient de leur trouver une apparence uniforme. Dans ce jeu d'images destiné à maîtriser, ne fût-ce que par l'esprit, un univers insulaire d'une exceptionnelle richesse, la Mélanésie fut rapidement éclipsée au profit d'une Polynésie rayonnante et entièrement fantasmagique, en venant à symboliser l'Océanie toute entière. Tout le système de représentation qu'ont inspiré ces « îles heureuses », comme les désigne Paul Theroux (1992), antithèse de la froide Europe, suggère un processus d'objectivation d'îles qui s'ignoraient en tant qu'Océanie même. Ce processus est comparable sur bien des points à celui qu'Edward Said (1995) a mis en évidence pour un « Orient » construit de toutes pièces<sup>8</sup>.

Par rapport à l'orientalisme, ce qu'on pourrait peut-être nommer « l'océanisme » n'a pas aussi distinctement agi par l'intermédiaire de structures chargées de son étude et donc de la reproduction de son image. Mais les deux biais idéologiques ont certaines caractéristiques en commun : généralisations de clichés racistes, insistant en l'occurrence sur la « sauvagerie » des autochtones, féminisation de ces terres, perçues comme des mondes ouverts à l'aventure virile - celle des Blancs -, projections de mythes biologiques, culturels et géographiques, sur l'origine des populations<sup>9</sup>, etc. Ce qui semble avoir le plus influencé ces visions océanistes est un sentiment constant de confrontation : les contrastes omniprésents entre l'Europe et l'univers insulaire des antipodes, qu'ils soient à l'avantage de l'un ou de l'autre, font de l'Océanie tantôt un paradis à gagner, tantôt une terre infâme à civiliser, et dans tous les cas un monde à conquérir pour les Européens<sup>10</sup>.

8. « *Orientalism can thus be regarded as a manner of regularized (or Orientalized) writing, vision, and study, dominated by imperatives, perspectives, and ideological biases ostensibly suited to the Orient. The Orient is taught, researched, administered, and pronounced upon in certain discrete ways* » (Said, 1995 : 202).

9. L'un des plus frappants de ces mythes, en Nouvelle-Calédonie, est celui qui concerne l'origine des populations associées à un type de céramique particulier, dit « lapita », abandonné au début de notre ère. Les premiers « savants » du XIX<sup>e</sup> siècle, relayés par certains autres du XX<sup>e</sup>, attribuaient cette céramique à une population antérieure aux Kanak et apparentée, selon les théories les plus échevelées, aux Ainous du Japon. Cette légende d'une première population non-mélanésienne, invalidant les prétentions des Kanak à être les « premiers occupants » de la Nouvelle-Calédonie, avait évidemment des implications politiques et foncières importantes pour la colonie de peuplement.

10. Cette conquête a pu sembler aboutie au point que la zone fut récemment encore désignée comme un « *Extrême-Occident* » (Bonnemaison, Waddell, 1997 : 14).

Le point commun de toutes ces images de l'Océanie est qu'aucune d'elles n'émane des cultures locales. Marx (2002) y aurait vu la logique affectant les dominés : « *ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés* », disait-il d'une paysannerie française qu'il jugeait éparse, sans cohésion et dépourvue de conscience de classe. Les images de l'océanisme occidental restent aujourd'hui encore très prégnantes, au point d'être récupérées dans les représentations mêmes des insulaires, qui célèbrent parfois l'Éden que la colonisation aurait réduit à néant, ou à l'inverse les mondes sauvages que la christianisation aurait rachetés : « *... de la fascination transparaît dans les discours des plus rétifs sur les "temps anciens". Les hommes d'hier sont aussi ceux "d'avant". De tout temps, ne forgèrent-ils pas seuls leur devenir, préservés dans la "pureté raciale", jouissant d'un genre de vie en harmonie avec la nature ? [...] Deux faces complémentaires d'une représentation émiétée et ambiguë du passé : [...] les Polynésiens "des temps anciens" [...] sont représentés, à l'époque préeuropéenne et selon une image alimentée par les ministres des cultes chrétiens, comme des anthropophages, des sauvages sans morale vivant dans le péché, aux croyances idolâtres un peu naïves et bien évidemment fautives.* » (Conte, 1997 : 79-80)

Mais sous l'influence des transformations introduites par la décolonisation et plus généralement par la modernité, l'artifice d'images imposées par l'Occident commence à se faire plus perceptible. Des tendances différentes apparaissent, annonçant une remise en cause de l'océanisme, ou mieux, un nouvel océanisme. La clé et le moteur de cette remise en cause est en grande partie à rechercher dans l'action croissante d'un réseau d'intellectuels océaniens (Huffer 1998), dont le renforcement est appelé par Waddell (2000). Il en sera question plus loin.

### **Les ajustements de la modernité : décolonisation, mondialisation, nouvelles synergies spatiales**

Proportion significative, aujourd'hui, un tiers des territoires non autonomes dans le monde sont situés dans la zone Indonésie-Pacifique<sup>11</sup>. Et qu'ils soient ou non décolonisés, tous les pays de la région sont encore fortement marqués par l'héritage colonial.

La décolonisation est un mouvement dont le sens, les modalités et les enjeux ont évolué avec le temps et selon les territoires concernés. L'indépendance de

11. La population des 17 pays non autonomes en 2000 s'élevait à 1 573 313 personnes, dont 867 000 personnes à Timor-Est, pays devenu depuis indépendant. Des 706 313 personnes des autres pays non autonomes, plus de 55 % sont des Océaniens (source : ONU). Parmi ces territoires non autonomes d'Océanie, certains voyaient une partie, voire l'ensemble de leur population souhaiter accéder à l'indépendance (Guam, la Nouvelle-Calédonie), tandis que d'autres ne la souhaitaient pas (Pitcairn, les Samoa américaines et Tokelau).

l'Indonésie, progressivement arrachée entre 1945 et 1949 aux Pays-Bas, contraste avec la « *hâte presque indécente avec laquelle [elle] fut donnée à la plupart des pays du Pacifique* » (Schoeffel, 1997). Ces dernières indépendances se situent dans la logique plus tardive d'un certain désengagement des pays occidentaux vis-à-vis de possessions désormais jugées trop lointaines, politiquement encombrantes, moralement embarrassantes et toujours coûteuses. Le temps de la confrontation géopolitique, où les îles avaient leur utilité sur un échiquier régional, est révolu, même si certains îlots de dépendance subsistent, attendant ou espérant la difficile résolution de conflits anciens, comme la Nouvelle-Calédonie ou Timor-Est<sup>12</sup>, et si certains archipels ont encore leur place dans une logique de ponction<sup>13</sup>. D'une certaine façon, il est devenu opportun pour les puissances occidentales que les îles se prennent davantage en main, ce qui exige leur réhabilitation. Signe des temps, les sociétés longtemps taxées de « primitives » sont devenues « traditionnelles », ce qui non seulement les oppose aux sociétés « modernes » aux contours tout aussi flous, mais les caractérise aussi par un élément interne, une hypothétique « tradition » supposée régir leur fonctionnement. De même, la nature des études qui leur ont été consacrées a, dès lors, varié dans sa tonalité<sup>14</sup>.

Dans tous les cas, ce qui caractérise la situation des pays accédant à cette indépendance hâtive est leur manque de préparation à ce nouveau statut. Les pays gouvernés jusque là depuis une lointaine métropole obtiennent soudain la possibilité de décider, de façon en principe autonome, des formes du pouvoir qu'il leur faut mettre en place. À peu près partout, se pose le problème de l'articulation de ce nouveau pouvoir avec les systèmes sociaux et politiques existants, qui étaient restés jusque-là soit dormants, soit parallèles au pouvoir métropolitain, et toujours subordonnés à celui-ci<sup>15</sup>. À l'examen des solutions adoptées, on relève que la diversité une fois encore est de mise. Les indépendances de l'Indonésie et du Pacifique offrent quasiment tous les compromis qui peuvent exister entre les deux options extrêmes, le retour à une organisation traditionnelle - comme ont tenté de le mettre en place certains mouvements sécessionnistes tel que Namele/Nagriamel au Vanuatu entre 1960

12. La Nouvelle-Calédonie bénéficie d'un statut transitoire d'autonomie partielle devant à terme mener à l'Indépendance. Quant à Timor-Est, bien que le pays soit désormais indépendant (mai 2002), il reste pour le moment engagé dans le processus délicat et complexe de la définition de ses relations avec l'Indonésie.
13. Cf., par exemple, l'industrie forestière au Vanuatu, aux Salomon et en Papouasie Nouvelle-Guinée, ainsi que les gisements miniers de diverses îles.
14. Par exemple, ces études, notamment impulsées par les ethnosciences, ont remis au goût du jour les savoirs, représentations et expériences endogènes des sociétés.
15. Le pouvoir colonial s'était imposé à des micro-sociétés plus ou moins autonomes en Mélanésie et en Papouasie Nouvelle-Guinée, et les seules formations politiques quelque peu centralisées (« royaumes ») se rencontraient en Polynésie.

et 1980<sup>16</sup> -, et la reproduction du modèle colonial - comme en Indonésie, où l'Etat indépendant, fortement centralisé et contrôlé par Jakarta, a pris dans sa structure et par son action le relais du pouvoir colonial néerlandais.

Mise à part la solution adoptée par l'Indonésie, la situation qui semble un peu partout prévaloir dans les pays indépendants d'Océanie est celle d'États « faibles », c'est-à-dire « *désorganisés intérieurement, et incapables d'avoir un impact notable sur la société* » (Larmour 1996). Cette investiture des structures de pouvoir locales sous une forme dite « moderne » - en fait, occidentale - où idéalement coexistent un gouvernement et son opposition, n'est pas sans provoquer des décalages importants. L'organisation dualiste gouvernement/opposition, censée garantir le jeu démocratique, serait en fait pour les sociétés du Sud un « *choix par défaut* » (« *second best choice* » ; Banegas, 1993), garantissant le maintien des aides et des relations des puissances étrangères, mais ayant peu d'écho localement. Le pouvoir reste marqué par une forte prégnance des fonctionnements sociaux antérieurs, un exemple connu en est le constat de corruption généralisée affectant les nouvelles structures administratives et politiques (Larmour 1997) : cette pratique, dans les systèmes socio-politiques à *big men* fréquents en Mélanésie, où le pouvoir est assimilé à un individu, est analysée par certains auteurs en termes anthropologiques de don et contre-don (Alasia, 1997).

L'indépendance ou, du moins, l'accès à une autonomie accrue pour les pays de la région océanienne signifie en principe la possibilité de tester, avec la mise en place de nouveaux pouvoirs, diverses organisations et synergies sociales et spatiales à différentes échelles. De toutes les situations observées, il ressort qu'on ne saurait désormais plus penser les archipels océaniques comme des « zones périphériques », en marge des grands réseaux générés par l'Occident, et échappant aux règles qui aujourd'hui structurent le monde. Au contraire, il semble bien que la mondialisation est loin d'être dans la région un signal faible. Alors que seule la décolonisation, jusqu'à une période récente, semblait en effet devoir expliquer les dynamiques en œuvre en Océanie et sur ses confins asiatiques, c'est aujourd'hui la mondialisation qui paraît déterminante à qui veut comprendre les changements qui ont cours. Mais cette dernière est une dynamique dont on fait sans cesse remonter l'origine plus loin dans le temps - on n'hésite plus à invoquer les grandes découvertes et la Renaissance. Dès lors, la colonisation, parce qu'elle a contribué à « européaniser » les pays du Sud en y transférant ses modèles (et en recevant ceux du Sud), apparaît bien comme un moment crucial, un « seuil » de la mondialisation ; il en va de même pour son terme, la décolonisation.

16. L'influence du mouvement Nagriamel s'étendait dans le nord de l'archipel des Nouvelles-Hébrides ; son projet reposait sur des réclamations foncières et sur une consolidation d'un traditionalisme exprimé à travers des sentiments opposés aux Européens (Stevens, 1977).

Dans le contexte d'une apparente domination supra-nationale voire planétaire de l'économie, de l'informatisation et de la finance - essentiellement contrôlées par l'Occident -, l'une des conséquences les plus connues de la mondialisation est l'affaiblissement du rôle des États et, d'une façon générale, la remise en question des unités territoriales de l'ancien monde. Le territoire de l'État-nation se fait trop étiqué pour permettre l'exercice de l'économie mondialisée, et trop vaste pour autoriser l'expression des nouvelles identités, s'exerçant à l'échelle des groupes localisés.

Les États s'affaiblissent du fait du renforcement des réseaux transnationaux, qui affecte leur souveraineté. Les îles s'ouvrant au marché planétaire voient leur économie nationale, à cause des contraintes de taille, d'éloignement et d'approvisionnement, se faire encore moins compétitive qu'autrefois, et les États d'Océanie deviennent de plus en plus tributaires des aides de la communauté internationale. La condition préalable de ces aides étant d'ouvrir davantage encore les marchés à la mondialisation et de privatiser les services, les États nouvellement « indépendants » de l'Océanie, paradoxalement, s'enfoncent de plus en plus dans des situations de dépendance qui, dans les cas extrêmes, les réduisent au statut de « quasi-États » (Jackson, 1990).

Deux synergies néanmoins continuent de se contrarier, l'une, héritée généralement de la période coloniale, visant à garantir l'unité nationale, et l'autre, plus récente, poussant à une revitalisation des pouvoirs locaux et à une revalorisation des différences culturelles. Ces deux synergies entrent partout en conflit. L'affaiblissement de l'État ravive les pouvoirs locaux et attise les volontés de sécession, amenant un peu partout à une véritable crise du pouvoir national et de ses articulations. Un paroxysme semble presque atteint en Indonésie : le pouvoir y a été longtemps concentré aux mains d'un petit groupe, en l'occurrence le gouvernement central de Jakarta, auquel les provinces extérieures reprochent d'avoir accaparé les richesses d'un immense archipel en brisant les manifestations locales des identités, et les volontés de sécession enfin possibles conduisent le pays au bord d'une crise majeure.

Ce conflit d'échelles, où le national s'affaiblit au profit du local, a au bout du compte une conséquence qu'on pouvait attendre : la mondialisation est désormais perçue comme la nouvelle forme de domination du Nord sur le Sud : « [...] bien souvent la Mondialisation est vécue par les nations anciennement colonisées comme une nouvelle forme de domination de la part des pays occidentaux (pays riches). Et, encore une fois, ce sont toujours les populations les plus pauvres qui subissent le plus de plein fouet les effets néfastes de la Mondialisation (pillage des ressources naturelles, pollution de l'environnement, retombées de miettes pour la grande majorité des populations, dépendance politique des dirigeants et des États vis-à-vis des

*sociétés transnationales.*) » (PALIKA, 2001) Cette définition d'un colonialisme nouveau genre intègre les éléments essentiels d'une perception globalisante du monde et de son fonctionnement, désignant un système complexe aux facettes interdépendantes : le social, l'écologique, le politique et l'économique ne sont désormais pas plus dissociés dans les analyses des scientifiques, que dans les revendications des politiques.

### **Le syndrome local et identitaire**

Quel que soit le sort à venir de l'État-nation et des hiérarchies spatiales qu'il avait générées, on assiste à une demande croissante « d'ethnicité », laquelle répond à une sémantique en apparence contradictoire. D'un côté, les bouleversements économiques et financiers nés de la mondialisation imposent aux territoires « *de profondes adaptations pour rester dans la compétition. Le territoire est alors considéré comme une ressource que le sentiment d'appartenance régional peut contribuer à valoriser.* » (Jolivet, Lena 2000 : 6) D'un autre côté, le territoire ethnique est perçu comme le lieu optimal d'une expression identitaire et culturelle susceptible de contrecarrer les effets jugés uniformisants de la mondialisation. En d'autres termes, cette montée des particularismes est-elle d'emblée instrumentalisée, participant des équilibres mouvants qui se mettent en place, ou est-elle au contraire contrepois durable à la mondialisation ? La réponse démontrerait probablement la compatibilité de ces deux optiques, car la revitalisation des identités locales présente l'atout majeur d'être perçue comme démocratique par essence (Lawson, 1997) et de correspondre ainsi aux nouveaux canons édictés à l'échelle planétaire. Elle permet en effet à chaque groupe humain, jusqu'aux plus réduits en nombre d'entre eux, de s'exprimer et de faire valoir sa différence.

Dans cette réhabilitation bienvenue des ethnies et de leurs lieux, s'enclenche alors tout un processus où les groupes humains vont tenter de raviver, voire recréer leurs identités dans leurs territoires. Mais la revitalisation de l'ethnicité et de ses ancrages spatiaux a une conséquence importante, celle de raviver les tensions entre les différentes composantes des populations nationales. En effet, si les identités se redéfinissent et s'affirment d'abord au sein même du territoire d'un groupe, ce processus peut aussi remettre en question des limites contingentes et poser des problèmes de territorialité conflictuelle entre plusieurs groupes ; de plus, à une échelle nationale, une telle recombinaison soulève le problème de la place sociale de tout le groupe et de la compétition politique, économique, sociale... de plusieurs territoires dans le pays.

A l'échelle de chaque pays, remplaçant les anciennes ségrégations coloniales ou s'ajoutant à celles-ci, de nouveaux clivages, voire une véritable discrimi-

nation, sont susceptibles de se mettre en place, voyant s'affronter autochtones et allochtones comme à Fiji et en Nouvelle-Calédonie, ethnies différentes ou simplement ressortissantes de différentes îles comme aux Salomon. À son paroxysme, ce processus peut déboucher sur un « colonialisme interne » reprenant, sous de nouveaux visages, le modèle de clivages plus anciens<sup>17</sup>. À ce titre, ce n'est pas un hasard si le concept d'ethnie, un moment tombé en désuétude, tend aujourd'hui à être réplacé au centre des analyses anthropologiques (Revue du MAUSS, 1999), parce qu'il est malgré tout un repère incontournable pour les acteurs de la vie sociale et politique.

La clé de bien des changements actuels en Océanie réside en fait dans les nouvelles modalités de définition des identités. Or, l'impact culturel de la mondialisation sur les pays du Sud est souvent analysé, ainsi que le souligne Cesari (1999), comme un phénomène de « *macdonaldisation* », désignant la « *mise en conformité des comportements culturels par rapport au canon que serait le modèle occidental* ». Pourtant, il est désormais banal de remarquer que la généralisation de certains repères ou comportements à l'échelle planétaire est le lieu d'un échange et d'un brassage où la contribution du Sud est notable. Et qui plus est, une bonne partie des nouvelles constructions culturelles qu'on observe en Océanie relèvent de processus très localisés, faisant intervenir des références sélectionnées pour leur capacité à contrecarrer les images et modèles exogènes qui ont jusqu'à présent dominé les représentations de la région.

C'est précisément dans cette optique que l'artifice de l'océanisme imposé par l'Occident est aujourd'hui dénoncé par nombre d'intellectuels océaniens, tels qu'Epeli Hau'Ofa dont l'objectif « *est de montrer comment l'éloignement, la condition d'encerclement culturel au sein de sociétés locales, la petitesse des pays et leurs destins problématiques sont de pures fabrications de l'imagination occidentale* » (Waddell 2000 : 104) ; et dont une autre préoccupation est « *de vouloir libérer la parole des insulaires, de rompre enfin sa subordination obligée à des modes de pensée forcés, importés exclusivement de l'étranger. Ceci, afin de trouver les nouvelles formes d'expression qui permettront enfin aux insulaires du Grand Océan d'entrer de plain pied dans le dialogue de l'univers en disant les choses "autrement" pour le bénéfice même de l'univers* » (*id.* : 105).

Des perspectives similaires ont donné naissance, durant les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, à plusieurs mouvements politico-identitaires qui ont

17. Devant le danger de ce constat, qui placerait les insulaires dans la même position que les anciens « oppresseurs » coloniaux, la discrimination est généralement niée au profit de facteurs politiques et sociaux, pour leur part jugés plus « corrects » (Chand 1997).

pour nom « Pacific Way », « Melanesian way », « Fa'a Samoa », « coutume », etc. (Huffer, 1998). Tous ces « chemins » qui affirment et démontrent la spécificité océanienne ont pour caractéristique de s'afficher assez systématiquement en contraste avec les représentations antérieures imposées par l'Occident. Pour plusieurs auteurs, les identités en Océanie se définiraient en quelque sorte en réaction, voire en opposition (Lawson, 1997) par rapport au modèle occidental : les sociétés océaniques auraient besoin d'une image opposée fournissant le contraste nécessaire aux constructions identitaires<sup>18</sup>. Tout se passe comme s'il était, dans cette opposition, un caractère binaire, mais illusoire, qui satisfaisait l'exigence d'un « autre » vis-à-vis duquel l'identité se définit. Cette dimension conflictuelle voire hostile des constructions identitaires, de quelque bord qu'elles soient, relève d'une logique nationaliste qui comporte ses dangers<sup>19</sup>. Mais plutôt qu'un rejet catégorique de l'Occident, les contre-références que celui-ci inspire sont un positionnement indispensable. Les constructions océaniques des identités positivent des images inspirées par l'idée d'un Occident en déclin, sapé au final par les valeurs même autour desquelles il se serait construit, et qui se nomment l'individualisme, l'économie de marché, la démocratie. Les nouvelles constructions identitaires océaniques, et asiatiques aussi, prennent le contrepied de telles valeurs : dans les années fastes du début de la décennie 1990 en Asie du Sud-Est, les responsables politiques de Singapour expliquaient l'exceptionnelle réussite économique et sociale de la région par le respect des « valeurs asiatiques » (l'intérêt du groupe, les liens familiaux et la force des valeurs morales) qui s'opposaient à l'individualisme occidental, et ont forgé le concept intégrateur « d'Asian Way » pour désigner cette spécificité positive<sup>20</sup> (Lawson, 1997). Faudrait-il à présent parler « d'occidentalisme » ? Il semble en effet que l'idée monolithique d'un « Occident » n'est pas plus cohérente que celle d'une « Océanie » dont la dimension factice a déjà été longuement explorée.

18. Pour cet auteur en outre, l'opposition occidental/non occidental aurait aujourd'hui remplacé la dichotomie jusqu'ici opérante entre moderne et traditionnel.

19. Ces dangers sont évoqués par Bigo (1991) à propos de l'opposition Nord-Sud : « *Ainsi l'idéologie de la menace du Sud en Occident, tout comme son miroir au Moyen-Orient : l'idéologie anti-occidentale, procède de manière manichéenne en diabolisant l'adversaire et en se purifiant, en s'idéalisant dans le mouvement même de la dénégation de l'autre. Elle fabrique [...] une illusion de centralité qui permet à l'individu ou aux groupes qui y croient de supprimer les doutes, le malaise de n'être plus des sujets historiques centraux dans une histoire en mouvement [...] Elle reforge une identité "nationale", "européenne", "occidentale", qui était en perdition et se restructure par la création d'une menace synthétique du Sud [...]* ».

20. La crise financière et économique de 1997 a rappelé le caractère fortement idéologique de telles conceptions, générant, on peut le signaler au passage, un nouvel engrenage : à la suite de cette crise, le modèle asiatique fut à nouveau critiqué par l'Occident, ce qui a creusé encore le fossé entre celui-ci et l'Asie du Sud-Est, et amené cette dernière à se tourner davantage vers la Chine et le Japon pour ses références culturelles et ses échanges économiques. De la même façon, le rapprochement des pays du Pacifique occidental vers ceux de l'Asie avait déjà été signalé par Bonnemaïson et Waddell (1997).

Quoiqu'il en soit, les reconstructions identitaires océaniques répondent à deux exigences complémentaires : l'une impose de s'affranchir des représentations jusqu'à présent imposées par l'Occident, et l'autre de s'inspirer de modèles permettant de revaloriser les cultures locales. Or, les modèles les moins soupçonnables d'avoir été influencés par l'Occident sont ceux réputés les plus anciens : les temps précoloniaux évoquent désormais un âge d'or mythique encore exempt des influences occidentales. La valeur affectée à ce qui est préeuropéen devient, à ce niveau, un gage « d'autorité culturelle » grandissant avec l'ancienneté supposée de la référence. Autre point fort, ce retour aux sources précoloniales permet de réhabiliter une identité bien souvent vue mise à mal par la colonisation : ainsi, la revitalisation des anciennes cultures autochtones est recherchée comme un héritage d'autant plus valorisant, qu'elles sont supposées avoir été « détruites » ou fortement altérées par l'Occident.

Mais les modèles anciens peuvent faire défaut, ou encore sont difficilement transposables au contexte très différent des sociétés océaniques actuelles, qui ressentent fortement la nécessité de retrouver une identité cohérente avec un monde entretemps recomposé. C'est pourquoi une transposition voire une (re)création, à partir d'éléments parés des vertus de l'ancienneté, parfois épars ou différents, est bien souvent logique et nécessaire. Elle relève, une fois encore, d'un impressionnant processus d'adaptation, que les sciences humaines ont défini depuis plusieurs décennies comme le champ de « l'invention des traditions ». Ce processus en Océanie apparaît crucial au point que Hamelin et Wittersheim écrivent : « *le modèle de l'invention des traditions semble être devenu une grille d'interprétation incontournable de toute réflexion sur la construction des identités nationales dans le Pacifique contemporain.* » (2002 : 13)

Outre la définition, déjà évoquée, de multiples identités pan-océaniques à diverses échelles (Mélanésie, coutume, Pacifique...), les constructions identitaires locales font appel à d'étonnants ingrédients. L'inspiration qu'a constitué à ce titre le reggae, en tant que musique, mode d'expression politique et genre de vie, reflète dans certaines régions d'Océanie comme d'Afrique un recentrage vers des cultures autochtones revalorisées<sup>21</sup>. Autre exemple, dans le but de cimenter le groupe très hétérogène des habitants de l'île de Malaita aux Salomon, « *un document non daté intitulé "Malaita perspectives" [...] prétend que "les habitants de Malaita sont les descendants des sept tribus de Jacob - la tribu perdue d'Israël".* » (Kabutaulaka, 2001). Une analyse approfondie démontrerait peut-être que cette référence fut choisie parce

21. L'une des inspirations du reggae jamaïcain est l'Éthiopie et sa référence est celle d'un Negus jamais détrôné.

qu'elle renvoie à une entité antérieure au christianisme, satisfaisant à la fois l'exigence de l'ancienneté, et celle d'un affranchissement de l'Occident et de ses vecteurs religieux. Les analyses de phénomènes comparables, un peu partout en Océanie et en Asie du Sud-Est, iraient dans le même sens.

La multiplication de ce type de processus semble bien indiquer que les insulaires sont en train de se rendre à nouveau maîtres de leurs « océanimes ». En la matière, on ne peut qu'augurer de la diversité des recompositions identitaires qui vont se faire jour. Relevons simplement que la longue période d'influence de l'Occident a en quelque sorte contrarié les synergies autochtones, gommant la diversité locale qui singularisait les groupes humains, et coupant, au profit d'une unité exogène, les réseaux qui les unissait dans cette longue chaîne de particularismes. Gageons que les images désormais générées par les insulaires eux-mêmes sauront dépasser le cloisonnement des constructions identitaires vernaculaires pour retrouver, comme par rémanence, les anciennes organisations en réseaux qui ont présidé au peuplement de la région : à moins que ce ne soit là, encore, un autre « océanisme » ?

### « Recompositions identitaires et territoriales en Asie insulaire et en Océanie » : présentation des contributions

Illustrant quelques-uns des thèmes qui viennent d'être évoqués, mais sans prétendre épuiser les vastes questions qu'ils posent, treize textes sont présentés dans ce recueil. Ils sont issus des communications présentées au séminaire portant sur les « Recompositions identitaires et territoriales en Asie insulaire<sup>22</sup> et en Océanie », tenu en 1999 et 2000 à l'université de Paris IV par le groupe Pacifica (UMR Prodig). On verra à leur lecture que les approches mises en œuvre pour illustrer ou comprendre ces changements insulaires sont assez diverses. Elles témoignent de la variété des contextes qui les ont inspirées, comme de celle des regards portés sur les territoires et les identités par plusieurs auteurs relevant de plusieurs disciplines et sensibilités des sciences sociales. Néanmoins, l'unité de cet ouvrage, par rapport à d'autres de nature plus résolument anthropologique, réside dans la place privilégiée accordée à une approche menée en termes d'espace. En effet, alors que l'Océanie dans son ensemble a fortement alimenté les débats scientifiques consacrés aux identités ces dernières années, la prise en compte de la dimension spatiale de ces identités, laquelle sert à les légitimer, les valide et souvent les motive, confère à l'ouvrage sa spécificité.

La première contribution, proposée par *Hubert Forestier*, vient rappeler que c'est la langue qui, initialement, permet d'associer dans une continuité

22. Aucune contribution toutefois ne porte sur les Philippines.

culturelle l'ensemble des archipels asiatiques et océaniques. Continuité ne signifie pas homogénéité : la grande diversité sociale, culturelle et technique observée dans ce monde d'îles témoigne de la finesse de l'adaptation de ces migrants aux contextes insulaires à chaque fois différents qu'ils ont rencontrés. Cette capacité d'adaptation, encore actuelle, est ici illustrée par l'itinéraire des Austronésiens ; les migrants venus d'Asie il y a 5 000 ans ont su modifier leur bagage culturel initial de paysans sédentaires du néolithique, pour s'adapter, quitte à abandonner des organisations et des techniques que le milieu forestier et le temps transformé rendaient obsolètes, aux environnements changeants des îles.

Parvenant à leur tour dans cet univers insulaire contrasté, les Européens n'ont eu de cesse d'affecter aux îles une image uniforme. Comme l'illustre **John Connell** dans son vaste panorama des représentations et des mythes associés à l'Océanie, ce fut avant tout le visage d'une Polynésie riante et féminisée, vouée à la satisfaction des sens et, en cela, apte à cristalliser tous les fantasmes d'un Occident subissant les retombées négatives de la révolution industrielle, des crises et des guerres. Les transformations profondes apportées aux sociétés insulaires n'ont fait que renforcer la nostalgie d'un Éden qui serait perdu, et les reconstructions identitaires actuelles s'inspirent à leur tour des images idéales d'une « mer d'îles » que relieraient des réseaux pan-océaniques hérités des premières migrations... À une autre échelle, celle d'une île continent, un autre texte traite également de la force des utopies dans l'entreprise de colonisation. **Sylvie Roosen** montre comment les représentations enthousiastes du bush australien, élaborées par les premiers explorateurs et colons, érigeaient celui-ci en terre promise pour les Européens, tout en occultant la présence des Aborigènes ou en niant leur capacité à former une société organisée ; au fur et à mesure de l'investissement difficile de cet espace, les désillusions elles-mêmes ne parvenaient pas à contrarier l'apparition de nouveaux idéaux toujours plus prometteurs, ravivant l'image aventureuse et virile du bush - jusqu'à ce que les Aborigènes à leur tour interviennent pour réclamer la reconnaissance de leurs droits fonciers, amenant à reconsidérer entièrement ces premières représentations européennes de l'espace.

Si les utopies générées par la colonisation étaient simplificatrices, c'est d'abord dans le but de maîtriser par l'esprit des mondes particulièrement complexes. Un autre impératif pour les puissances occidentales cherchant à s'assurer le contrôle des archipels était de fédérer ceux-ci. Avec la décolonisation, certains États indépendants ont hérité de ces synergies coloniales unificatrices, et le maintien des élites au pouvoir y est conditionné par la préservation d'une cohésion nationale artificielle : **Cristine Cabasset**, par une analyse de la mise en scène du tourisme en Indonésie, montre les tentatives faites récemment par le gouvernement de Java pour plaquer sur

l'Indonésie un visage consensuel, celui de « l'unité dans la diversité » d'ethnies folklorisées jusqu'à la caricature. Le tourisme, à l'échelle nationale, devient ainsi un outil essentiel à la fois pour « lisser » les différences culturelles potentiellement dangereuses, et pour transformer celles-ci en une ressource économique venant encore enrichir l'État.

Une deuxième série de textes est consacrée aux mutations et au devenir des îles et archipels bousculés de diverses façons par la mondialisation. Un panorama général et diachronique des évolutions de l'Océanie, depuis les diverses fonctionnalités imposées par la colonisation jusqu'aux évolutions géostratégiques les plus récentes, est brossé par **Gilbert David**. L'auteur interroge la capacité actuelle et à venir des archipels à assurer leur indépendance économique et politique, et évalue les différentes solutions trouvées jusqu'à présent par les insulaires pour tenter d'y parvenir : de toutes celles-ci, la plus symptomatique en termes de dépendance extérieure est celle que dessinent, dans certains petits États insulaires, les migrations et la rente financière qui en découle, l'aide internationale et la bureaucratie (modèle MIRAB). Ce fonctionnement insulaire particulier trouve une autre illustration, à une échelle plus réduite, dans le texte de **Frédéric Angleviel**. Celui-ci évoque le système très particulier de Wallis et Futuna, territoire vivant dans une certaine gabegie des aides de la métropole française, et où le jeu politique fait de clientélisme, passionnant les insulaires, renforce en fin de compte le pouvoir des notables locaux. Malgré tout, ce qui surprend est que ce système permet de garantir la fragile cohésion du petit archipel en conciliant les éléments forts, Église, coutume, administration, qui y constituent les pôles de la vie sociale.

Trois textes, dans le même registre des mutations introduites par la modernité, traitent plus résolument de leurs impacts sur les organisations spatiales insulaires. **Pierre-Marie Decoudras**, partant des représentations de l'espace à différentes échelles dans une de ces micro-sociétés insulaires de Polynésie, à Tikehau, s'attache à analyser la manière dont ces perceptions et ces pratiques de l'espace se sont modifiées à travers le temps. Depuis l'ère préeuropéenne jusqu'aux dernières évolutions modernes apportées par le tourisme, les nouvelles religions et les bouleversements des communications (télévision, avion, etc.), les sociétés insulaires interrogent en permanence le sens attaché aux lieux, l'ultime question étant de savoir quels espaces et quels repères seront opérants dans le processus de construction territoriale entamé en Polynésie française. C'est également la diachronie qui guide l'analyse faite par **Christian Huetz de Lempis** des changements qu'a connus Hawaii, d'immigration en métissage : renversement des hiérarchies sociales et spatiales sous l'effet de l'économie de plantation, puis du tourisme et de l'urbanisation. Conséquence de tous ces bouleversements fonciers et sociaux, aujourd'hui, les autochtones n'occupent plus guère qu'une place secondaire dans la socié-

té très composite de l'archipel, et les clichés idylliques des îles polynésiennes en mers du sud sont bien écornés... au profit des valeurs de réussite professionnelle et sociale directement en prise sur les repères des Etats-Unis. Enfin, à une toute autre échelle, **Dorothée Dussy** montre à quel point l'espace urbain, en l'occurrence celui de Nouméa, en Nouvelle-Calédonie, transcrit désormais les modèles sociaux et politiques des populations qui l'investissent et peut être le lieu de leur confrontation exacerbée. L'auteur analyse les jeux de pouvoir inscrits dans la morphologie de la ville et les statistiques de la résidence : les modèles d'habitat et de sociabilité océaniens, réhabilités par les logiques du rééquilibrage préparant l'indépendance du Territoire, tendent désormais à concurrencer ceux de la ville coloniale, jusqu'à présent plutôt ségrégative, et le monde des « cabanes » étend de plus en plus son emprise sur l'espace urbain.

Trois textes se rapportent aux conséquences de l'affaiblissement généralisé des Etats-nations, qui se traduit par une revitalisation locale des identités et des territoires. **Dominique Guillaud** et **Hubert Forestier** analysent comment les mythes et les savoirs sur l'espace, y compris ceux de groupes éteints, peuvent être aujourd'hui mobilisés voire reconstruits par les clans de la Grande-Terre de Nouvelle-Calédonie pour reconquérir des territoires « ancestraux », et finalement négocier leur place dans la nouvelle société qui lentement émerge sur le territoire. De la même façon, **Jean-Brice Herrenschmidt** décortique minutieusement les liens cosmologiques et sociaux qui rattachent trois groupes mélanésiens (aux Loyauté en Nouvelle-Calédonie, au Vanuatu et à Fiji) à leur terre, pour révéler toutes les stratégies qui sont, à travers les mécanismes fonciers « traditionnels » comme à travers une instrumentalisation systématique du développement « moderne », mises en œuvre dans le but d'accroître la surface foncière et sociale d'un groupe humain. **Olivier Sevin**, pour sa part, réévalue le degré de « javanisation » de l'archipel indonésien, dont l'unité est de plus en plus menacée par la montée des particularismes et des revendications d'autonomie. L'auteur soupèse les chances d'une décentralisation destinée à résoudre les tensions actuelles, concluant que toute solution comporte des risques considérables pouvant conduire à un éclatement du pays.

Enfin, pour transcender les cloisonnements et divisions découlant des nouvelles constructions identitaires, certains symboles trans-ethniques sont aujourd'hui mobilisés, tâchant de fournir aux sociétés insulaires des États naissants le ciment qui leur est nécessaire : c'est ce rôle que joue au Vanuatu le kava, boisson à la consommation traditionnellement régulée, devenue depuis l'indépendance ressource économique majeure, symbole de cohésion nationale, élément indispensable d'un récent genre de vie urbain. **Annabel Chanteraud**, dans cette contribution, montre que la réussite de la boisson dépasse toutes les

ambitions initiales puisqu'elle s'est faite symbole d'un genre de vie océanien, débordant les frontières du Vanuatu pour attirer curieux et amateurs d'exotisme en Nouvelle-Calédonie.

## Références bibliographiques

- ALASIA S., 1997. Party politics and government in Solomon Islands. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/7, ANU, s.p. [en ligne].
- BANEGAS R., 1993. Les transitions démocratiques : mobilisations collectives et fluidité politique. In *L'action collective : terrains d'analyse*. *Cultures et Conflits* n° 12, s.p. [en ligne].
- BIGO D., 1991. L'idéologie de la menace du Sud. In *Menaces du Sud : images et réalités*, *Cultures et Conflits* n° 2, s.p. [en ligne].
- BONNEMAISON J., WADDELL E., 1997. L'Extrême-Occident dans l'œil du cyclone. *Revue Tiers-Monde* XXXVIII, n° 149, p. 13-34.
- CESARI J., 1999. Le multiculturalisme mondialisé : le défi de l'hétérogénéité. In *Les anonymes de la mondialisation*, *Cultures et Conflits* n° 33-34, s.p. [en ligne].
- CHAND S., 1997. Ethnic conflict, income inequity and growth in independent Fiji. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/6, ANU, s.p. [en ligne].
- CONTE E., 1997. Représentations du passé des Polynésiens : figures d'un kaléidoscope historique. In *Polynésie, Polynésiens, hier et aujourd'hui*, Guy Fève (ed). Paris, L'Harmattan, p. 77-90.
- HAMELIN CH., WITTERSHEIM E., (eds), 2002. *La tradition et l'Etat. Eglises, pouvoirs et politiques culturelles dans le Pacifique*. Cahiers du Pacifique Sud contemporain 2. Paris, L'Harmattan, 250 p.
- HUFFER E., 1998. Les temps de l'Océan : évolutions et interprétations de l'espace en Océanie. In *Le voyage inachevé...* Paris, Orstom-Prodig, p. 371-376.
- JACKSON R. H., 1990. *Quasi-States : sovereignty, international relations and the Third World*. Cambridge Univ. Press, Cambridge, 235 p.
- JOLIVET M.-J., LENA Ph., 2000. Des territoires aux identités. In *Logiques identitaires, logiques territoriales, Autrepart* n° 14, p. 5-16.
- KABUTAILAKA T.T., 2001. Beyond ethnicity : the political economy of the Guadalcanal crisis in Solomon Islands. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Working Paper 01/1, ANU, s.p. [en ligne].
- LARMOUR P., 1996. Research on governance in weak states in Melanesia. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers, ANU, s.p. [en ligne].

- LARMOUR P., 1997. Corruption and governance in the South Pacific. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/5, ANU, s.p. [en ligne].
- LAWSON S., 1997. Cultural traditions and identity politics : some implications for democratic governance in Asia and the Pacific. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/4, ANU, s.p. [en ligne].
- MARX K., 2002. *Le 18 brumaire de L. Bonaparte*. Rédigé par Marx de déc. 1851 à mars 1852. [en ligne : [www.marxists.org](http://www.marxists.org)]
- PALIKA, 2001. Conférence de presse du 25/10/2001 : « Affrontons les nouveaux défis du 3<sup>e</sup> millénaire tout en préservant notre patrimoine identitaire et naturel ».
- RALLU J.-L., 1992. From decline to recovery : the Marquesan population, 1886-1945. *Health Transition Review* vol. 2, n° 2, p. 177-194.
- REVUE DU MAUSS. 1999. Le retour de l'ethnocentrisme. Purification ethnique vs. universalisme cannibale, n° 13, 1<sup>er</sup> semestre, 350 p.
- RICE G.W., 1992. *The Oxford history of New-Zealand*. Auckland, Oxford Univ. Press, 755 p.
- SAID E. W., 1995. *Orientalism. Western conceptions of the Orient*. Londres, Penguin Books, 396 p. [1978]
- SCHOEFFEL P., 1997. Myths of community management : sustainability, the state and rural development in Papua New-Guinea, Solomon Islands and Vanuatu. In *State, Society and Governance in Melanesia project*. Discussion papers n° 97/8, ANU, s.p. [en ligne].
- STEVENS J., 1977. Nagriamel. In *New Hebrides, the road to independence*. Suva, South Pacific Social Sciences Association - Institute of Pacific Studies, p. 35-41.
- THEROUX P., 1992. *The happy isles of Oceania*. Londres, Penguin, 733 p.
- TRYON D., 1998. Les populations du Pacifique : langue, migration et identité. In *Identités en mutation dans le Pacifique à l'aube du troisième millénaire*. D. Tryon et P. de Deckker (eds). CRET, Coll. « Iles et Archipels » n° 26, p. 5-20.
- WADDELL E., 2000. Construire un espace intellectuel océanien. *La Nouvelle Revue du Pacifique* 1 (1), p. 92-110.



# Îles rêvées

Territoires et identités en crise  
dans le Pacifique insulaire



sous la direction de  
Dominique Guillaud, Christian Huetz de Lempis et Olivier Sevin

## Collection Géographie



**Dans la même collection :**

*Aspects du monde tropical et asiatique*  
*Géographie historique et culturelle de l'Europe*

Publié avec la coopération de l'IRD



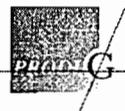
© Presses de l'Université de Paris-Sorbonne, 2003  
18, rue de la Sorbonne - 75005 paris  
ISBN : 2-84050-268-2

© Prodig, 2003  
ISBN : 2-901560-52-0

# Îles rêvées

## Territoires et identités en crise dans le Pacifique insulaire

Sous la direction  
de Dominique Guillaud,  
Christian Huetz de Lempis  
et Olivier Sevin



PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE

2003

***Comité éditorial***

Dominique Guillaud, Christian Huetz de Lempis, Olivier Sevin

***Comité scientifique***

Jeanne-Marie Amat-Roze, François Bart, Frédéric Bessat,  
Chantal Blanc-Pamard, Jean-Louis Chaléard, Marie-Françoise Courel,  
Rodolphe de Koninck, Michel Lebigre, Guy Lubeigt,  
Jacqueline Peltre-Wurtz, Jean-Robert Pitte, Eric Waddell

***Cartographie*** : Michèle Ducouso

avec le concours de Florence Bonnaud et Véronique Lahaye

***Résumés en anglais*** : Éric Waddell

***Mise en page*** : Maorie Seysset

***Photo de couverture*** :

Samoa occidental - Un fale traditionnel dans l'Est de l'île Upolu -  
À l'arrière plan, le mont Fao,

Cliché : Christian Huetz de Lempis, novembre 1977 :

*Ce type d'habitat et notamment les couvertures végétales ont beaucoup  
reculé dans les années 1980 et 1990 à l'occasion des cyclones  
et au profit de la toile ondulée.*

Les opinions défendues dans cet ouvrage n'engagent  
que leurs auteurs ; elles ne sauraient être imputées  
aux institutions auxquelles ils appartiennent  
ou qui ont financé leurs travaux.